RAPPORT SUR LA SITUATION DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME AU BURUNDI.

PERIODE : Mois de février 2019.

La situation du mois de février 2019 a été dominée par les avertissements des organisations de défense des droits de l'homme, des radios et de la presse par les autorités du gouvernement du Burundi, ainsi que les réactions de certaines organisations de la société civile faces aux accusations et déclarations orchestrées par les mêmes autorités.

En date du 1/2/2019 à Kayanza, le Président NKURUNZIZA Pierre, lors des cérémonies de l'ouverture du projet des objectifs durables, a averti aux organisations internationales œuvrant au Burundi qu'il y a quelques-unes qui se cachent derrière les aides pour ne pas respecter la loi. Le Président Nkurunziza a conclu qu'il ne toléra jamais n'importe quelle aide qui viendra violer les valeurs et mœurs du Burundi.

Le 15/02/2019, dans sa déclaration de presse, le président du Conseil National de la Communication (CNC en sigle), Monsieur Bankumukunzi Nestor a averti les différentes radios et presses sans les nommer, qui ont leurs directeurs qui ne résident pas au pays, qu'ils violent la loi de la presse. Monsieur Bankumukunzi a rappelé que tout responsable du media doit résider au pays dans l'objectif de respecter la loi, faciliter les activités des radios et celles du Conseil National de la Communication. Il a ajouté qu'un responsable qui poursuit ses études de deux mois à trois mois, cet avertissement ne lui concerne pas mais qu'il concerne celui qui passe deux ou trois ans absent du pays et Bankumukunzi a clôturé en promettant d'écrire des lettres aux concernés.

Démenti du Forum pour la Conscience du Développement FOCODE par son Président Monsieur Pacifique Nininahazwe des accusations formulées contre lui par le Procureur General de la République Nyandwi Sylvestre le 14/2/2019 dans une conférence de presse. Ce dernier accuse Nininahazwe de faire la liaison entre les journalistes de la BBC et le burundais qui avaient des informations à communiquer à ces hommes de medias. Pacifique s'est interrogé si cela constitue une infraction pénale. Pacifique précise que dans 107 dossiers qu'il a traités dans la campagne Ndondeza figure la maison n° 76 sise à Kinindo, une maison évoquée comme lieu de crime des jumeaux Shabani BUKURU et Shabani Butoyi, un dossier

sur lequel le Procureur Nyandwi n'a rien fait comme investigation .Pacifique se demande si réellement le Procureur Nyandwi connaît ses obligations. Pacifique poursuit ses démentis en montrant que le Procureur Nyandwi défend et branchie les crimes commis par les forces de l'ordre et les agents du service national de renseignement et que les affirmations montées par le prévenu Murwaneza Patrick dans une vidéo ne contiennent aucune réalité. Pacifique termine ses démentis qu'il est préoccupé par l'arrêt, la disparition et l'assassinat des burundais.

En date du 20/02/2019, le service du Ministère de l'Intérieur de la formation patriotique et du développement local a communiqué que la date de réinscription des organisations étrangères a expiré le 15/02/2019 et que désormais les 92 organisations étrangères sont autorisées à travailler au Burundi. Le même communiqué poursuit que ce nombre est suffisant et que d'ailleurs les organisations qui donnaient le rapport annuel ne dépassaient pas le nombre de 100. Il clôture son communiqué en indiquant que les organisations qui ne se sont pas faites inscrire ont montré qu'elles ne sont plus capables de travailler.

L'Assemblée Nationale a approuvé ce 26/02/2019, les 5 noms de la nouvelle commission nationale des droits de l'homme CNIDH. Il s'agit de :

- Président, NIMURABA Sixte Vigny de l'ethnie hutu originaire de la province Karuzi ;
- Son Vice-Président, HABIMANA Consolate de l'ethnie hutu originaire de la province Kayanza ;
- Secrétaire, BACANAMWO Anatole de l'ethnie hutu, originaire de la province Gitega ;
- HATUNGIMANA Janvière de l'ethnie tutsi, originaire de la province de Ngozi et Nshimirimana Jaques de l'ethnie hutu, originaire de la Mairie de Bujumbura, tous membres de ladite commission.

Ils commenceront leurs activités après l'approbation du sénat, la nomination par décret présidentiel et prestation de serment.

Interpellation par la police du journaliste de la radio IZERE FM+ Monsieur Oscar NDAYISENGA à Rumonge le 26/02/2019 tout près de son service sur la convocation du substitut du procureur à Rumonge, amenée par deux policiers. Vers 17 heures du soir, Oscar a été fait sorti du cachot par le responsable du Service National de Renseignement à Rumonge et conduit à son domicile pour fouille perquisitions des

armes et dans cette fouille on n'a rien trouvé. L'origine de cette interpellation aurait été des malentendus entre Ndayisenga et le président du parti CNDD-FDD au quartier Kanyenkoko, Monsieur Salomé, qui a rencontré Oscar l'entrée du cachot, qui aurait juré qu'il fera son possible pour que Oscar reste en prison.

Réaction du Président du Forum pour la Conscience au Développement (FOCODE) face à la composition des membres de la nouvelle Commission National Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH). Monsieur Pacifique Nininahazwe déclare n'avoir pas aucun espoir de défense des droits de l'homme par les membres de cette commission. Il justifie ce désespoir par le choix de ces membres par l'Assemblée Nationale et par conséquent ils travailleront au compte du Gouvernement comme la 2^{ème} commission qui a perdu le statut A en allant au statut B dans les organes des Nations-Unies des droits de l'homme, un seul commissaire parmi les 5 est connu dans les milieux des droits de l'homme. Dans sa réaction le Président du FOCODE a reconnu que la 1^{ère} commission avait travaillé à la satisfaction des burundais de toutes tendances, une commission qui avait fait son possible pour protéger les membres du FNL qui étaient menacés à l'époque par le pouvoir en place.